

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 22/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COSMOLYS**

Zone d'Activité des Marlières  
59710 Avelin

Références : -  
Code AIOT : 0007004966

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement COSMOLYS implanté Zone d'Activité des Marlières 59710 Avelin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site COSMOLYS situé à AVELIN est un site prioritaire sur la thématique IED du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts de France. A ce titre, il fait l'objet d'une visite de l'Inspection des installations classées au moins une fois par an.

La visite du 19 mars 2026 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « Déchets - Contrôle des sites en lien avec les principaux flux de déchets ». L'objectif de cette action est de contrôler le respect de prescriptions spécifiques aux déchets sur les principaux acteurs du territoire, que ce soit par les sites de production ou par les sites de traitement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COSMOLYS
- Zone d'Activité des Marlières 59710 Avelin
- Code AIOT : 0007004966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COSMOLYS est spécialisée dans la collecte et le traitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI). Elle utilise des équipements de prétraitement pour désinfecter une partie des déchets collectés, les autres déchets transitant sur le site uniquement.

Les producteurs collectés sont principalement des patients à domicile, des laboratoires d'analyses médicales, pharmaceutiques et agroalimentaires, des établissements de santé, des maisons de retraites, des professionnels de santé libéraux (médecins, dentistes...), des thanatopracteurs.

Les déchets proviennent de plusieurs régions : Hauts de France, Normandie, Grand Est...

Le site fonctionne avec quatre appareils de prétraitement « AMB-série Ecostéryl ».

Le principe de prétraitement repose sur un broyage suivi d'un traitement thermique par procédé micro-ondes et maintien en température (température de traitement : 98°C à 106°C pendant 1 heure). L'efficacité antimicrobienne du procédé assure une réduction de la contamination des déchets d'activités de soins à un niveau inférieur à celui des déchets ménagers.

L'activité de prétraitement fonctionne en 3 x 8, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Depuis le décret n° 2010-369 du 13/04/10 modifiant la nomenclature des installations classées, les activités du site relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site étaient jusqu'alors suivies par les services de l'agence régionale de santé et encadrées par un arrêté préfectoral du 29 décembre 2009.

Le site fonctionne sous le bénéfice des droits acquis et les activités sont encadrées par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2021.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 7
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 1.2.1.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Conformité des bordereaux de suivi des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	dangereux			
4	Nature des déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.2.	Demande d'action corrective	2 mois
5	Origine géographique des déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets entrants	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
6	Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(a)	Sans objet
7	Contrôles d'admission	Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.3.	Sans objet
8	Refus de déchets	Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.3.	Sans objet
9	Entreposage des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.5.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant connaît dans l'ensemble bien la réglementation spécifique aux déchets et s'est approprié l'outil Trackdéchets. Cependant des investigations et des actions correctives sont demandées à l'exploitant suite à quelques anomalies relevées dans l'outil Trackdéchets.

La visite d'inspection du 19/03/2026 a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- Remplissage de certains bordereaux dématérialisés qui ne respectent pas les articles 1.2.1.de l'arrêté préfectoral du 14/12/2021 et R. 541-45 du code de l'environnement : sur le code de déchets, de traitement de déchets ou les quantités entrantes.
- 3 types de déchets entrants en 2025 interdits par l'article 5.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2021.
- 3 provenances de déchets qui ne respectent pas l'article 5.1.1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 14/12/2021

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 1.2.1.			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité maximale autorisée	Classement
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>Transit de déchets dangereux:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- effluents liquides de laboratoires médicaux, déchets liquides de médicaments anti-cancéreux ( Codes déchets 18 01 06* et 18 01 08*) , Le tonnage est inférieur à 1 tonne.</li> <li>- DASRI (Code déchet 18 01 03*)</li> </ul> <p>La quantité maximale est de 12 tonnes.</p>	A

	m é l a n g e s (Autorisation) 2. Autres cas (Déclaration avec Contrôle)		
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 Traitement de déchets dangereux (Autorisation)	Traitement en banaliseur de DASRI. Quatre ligne de traitement AMB Ecosteryl 250 de capacité unitaire 250 kg/h  La capacité maximale de traitement est de 21 tonnes par jour et 6000 tonnes par an.  La quantité maximale sur site de DASRI en a t t e n t e d e traitement est de 15 tonnes.	A
3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico- chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement	Traitement physico chimique (banaliseur de DASRI). La capacité maximale est de 21 tonnes par jour.	A

<ul style="list-style-type: none"> <li>- reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>- récupération/régénération des solvants</li> <li>- recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques</li> <li>- régénération d'acides ou de bases</li> <li>- valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution</li> <li>- valorisation des constituants des catalyseurs</li> <li>- régénération et autres réutilisations des huiles</li> <li>- lagunage</li> </ul>		
---	--	--

#### Constats :

L'installation reçoit des déchets dangereux et non dangereux :

- en transit ou en regroupement pour envoi principalement en incinération sur le site PAPREC situé à Noyelles-sous-Lens pour valorisation énergétique (code déchet R12 et R13)
- pour traitement par broyage suivi d'un traitement thermique par procédé micro-ondes et maintien en température (code déchets D9).

Le code de traitement D9 correspond à l'opération d'élimination suivante «Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D 1 à D 12 (par exemple, évaporation, séchage, calcination)» conformément à l'annexe I "Opérations d'élimination" de la directive cadre sur les déchets 2008/98/CE.

**Observation :** L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que si les déchets résultants de ce traitement sont expédiés en filière de valorisation (relevant d'un code de traitement commençant par "R"), le code de traitement D9 n'est pas adapté. S'il n'existe aucun code R approprié, il convient de retenir le code R12 conformément aux dispositions de la directive cadre sur les déchets 2008/98/CE : « *S'il n'existe aucun autre code R approprié, cette opération peut*

sur les déchets 2008/98/CE : « S'il n'existe aucun autre code R approprié, cette opération peut couvrir les opérations préalables à la valorisation, y compris le prétraitement, à savoir notamment le démantèlement, le triage, le concassage, le compactage, l'agglomération, le séchage, le broyage, le conditionnement, le reconditionnement, la séparation, le regroupement ou le mélange, avant l'exécution des opérations numérotées R 1 à R 11.»

Les déchets collectés sont des déchets provenant des activités de soins médicaux et de recherche comme des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Une extraction de Trackdechets donne les quantités suivantes de déchets dangereux gérés par l'installation en 2025 :

- Quantité de déchets traités en D9 : 5926 t.

L'extraction montre que la quantité entrante sur site respecte la valeur maximale de l'arrêté en 2025 et depuis le 01/01/2026 sauf pour 1 journée, le 20/01/25 : 21,160 t reçus pour 21 t max. L'exploitant indique que ce dépassement provient de la comptabilisation de la tare correspondant au poids de la benne et qu'une correction a été réalisée le 13/04/25 pour ne plus prendre en compte ce poids supplémentaire.

Les données de l'extraction sont donc cohérentes avec la capacité de traitement dans la rubrique 2790 prévue dans l'arrêté encadrant le site.

L'extraction de Trackdechets montre également que 896 t de déchets subissent un traitement de type R1 sur le site. Le code R1 correspond à un traitement thermique des déchets. Il n'y a pas de traitement thermique de déchets sur le site. L'exploitant s'engage à mener des investigations pour comprendre l'origine de ce code erroné.

Les types et les quantités de déchets reçus par l'installation correspondent aux rubriques 2718-1 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux), 2790 (Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795) et 3510 (Traitement de déchets dangereux) et au classement de celle-ci dans ces rubriques.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

- d'analyser l'origine du code de traitement R1 figurant dans l'application Trackdechets.
- de prendre des actions correctives pour appliquer le code de traitement adapté au regard du traitement réalisé sur site, et du traitement final.

**Type de suites proposées : Avec suites**



<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Traçabilité des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets [...] et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les DASRI et les autres déchets dangereux, l'exploitant utilise Trackdéchets et un registre numérique interne.</p> <p>Concernant les DASRI, il n'y a pas d'obligation de dématérialisation des bordereaux. La spécificité de ce type de déchets n'est pas complètement prise en compte dans Trackdéchets et l'exploitant continue en parallèle d'utiliser son outil de traçabilité.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection son registre interne pour le suivi des flux de déchets non dangereux.</p> <p><b>Observation:</b> l'inspection invite l'exploitant à se tenir informé de l'actualité relative à la traçabilité dématérialisée des DASRI. Le ministère chargé de l'environnement tient à jour une page dédiée sur le sujet de la traçabilité des déchets: <a href="https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/tracabilite-dechets-terres-excavees-sediments">https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/tracabilite-dechets-terres-excavees-sediments</a></p> <p>Cette page précise notamment que l'obligation de dématérialisation des bordereaux des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRIA) devrait entrer en vigueur dans le courant de l'année 2026 après la publication des textes réglementaires modifiant le code de la santé publique par le Ministère des Solidarités et de la Santé.</p> <p>Cependant, la Direction Générale de la Santé autorise, sous conditions, l'utilisation de Trackdéchets pour réaliser le suivi réglementaire des DASRIA. Ainsi, le bordereau doit à chaque étape d'élimination des déchets pouvoir être présenté soit sous format numérique, soit sous format papier (CERFA n°11351-04) aux services en charge des contrôles de ces déchets. Cette utilisation doit respecter les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la traçabilité dématérialisée doit être réalisée sur la chaîne complète d'élimination du déchet, depuis le producteur responsable de l'élimination des DASRIA, jusqu'à l'exutoire, en passant par les collecteurs et éventuels centres de groupement ;</li> <li>• l'ensemble des acteurs intervenant dans l'élimination des DASRIA doivent disposer d'un compte utilisateur et y avoir rattaché leur(s) établissement(s) ;</li> <li>• les utilisateurs d'un logiciel métier doivent être interconnectés à l'API de Trackdéchets et avoir réalisé des tests concluants en situation réelle ou en parallèle de leur outil métier.</li> </ul> <p>L'inspection rappelle également la possibilité pour l'exploitant de trouver des réponses à ses questions sur la FAQ tenue à jour par les administrateurs de l'outil Trackdéchets: <a href="https://faq.trackdechets.fr/">https://faq.trackdechets.fr/</a></p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi des déchets dangereux**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

**Constats :**

L'exploitant connaît et utilise Trackdéchets pour la traçabilité des déchets dangereux.

L'Inspection a contrôlé par échantillonnage le flux de déchets correspond au code 18 01 03\* pour l'année 2025 : "déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection".

Pour ce flux, les remarques suivantes de l'inspection sont formulées :

- 5926 t ont subi un traitement D9 (physico-chimique), 893 t un traitement R1 (combustible) et 21 t sont sans code de traitement.

Le code D9 est cohérent avec les activités du site mais pas le code R1 (cf. PC n°1) et le non-remplissage du code.

- un nombre très important de bordereaux, plus de "10000", sont sans quantités. L'exploitant indique que Trackdéchets ne permet pas de saisir les quantités inférieures à 1 kg et que des quantités inférieures à 1 kg (des quantités peu importantes en général) sont très fréquentes pour ce flux (exemple : collecte d'aiguilles médicales chez un particulier). En effet, l'inspection constate, par exemple, que plus de 40000 bordereaux affichent des quantités entre 1 et 10 kg. L'exploitant indique également qu'il peut y avoir un problème dans le processus avec le transporteur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sur le remplissage des bordereaux concernant le flux 18 01

03\* de proposer des mesures:

- pour le remplissage des codes de traitement en veillant à renseigner ce champs avec les codes de traitement possible sur le site,
- pour améliorer, dans la limite de performance de l'outil Trackdéchets et en coordination avec les différents transporteurs, le renseignement des quantités entrantes de déchets sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Nature des déchets admissibles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission

##### **Prescription contrôlée :**

Les déchets admissibles dans l'installation sont :

- les déchets définis à l'article R1335-1 du Code de la Santé Publique
- les effluents de laboratoires
- les médicaments périmés ou non utilisés
- les déchets liés à l'utilisation de traitements anti-cancéreux

Les déchets admissibles sur le site selon l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement et les traitements autorisés sur le site Cosmolys pour ces déchets sont les suivants :

Code déchet	Libellé	Transit/regroupement	Pré-traitement de désinfection
18	D É C H E T S PROVENANT DES SOINS MÉDICAUX OU VÉTÉRINAIRES ET/OU DE LA R E C H E R C H E ASSOCIÉE (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)		
18 01 01	objets piquants et coupants (sauf rubrique 180103)	X	X

	rubrique 180103)		
18 01 03*	déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	X	X
18 01 04	déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes)	X	X
18 01 06*	produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses	X	interdit
18 01 07	produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 180106	X	interdit
18 01 08*	médicaments cytotoxiques et cytostatiques ou déchets contenant des résidus de tels médicaments	X	interdit
18 01 09	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 180108	X	interdit
18 01 10*	D é c h e t s d ' a m a l g a m e s d e n t a i r e s	X	interdit

09 01 07	pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent	X	interdit
09 01 08	pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent	X	interdit
20 01 01	A r c h i v e s confidentielles	X	interdit

Tout déchet non visé ci-dessus est interdit sur le site d'Avelin.

En particulier, sont interdits sur le site :

- les déchets contenant des sels d'argent,
- les produits chimiques explosifs à haut pouvoir oxydant,
- les déchets mercuriels,
- les pièces anatomiques et cadavres d'animaux,
- les déchets contaminés par des radio-nucléides ou susceptibles de l'être,
- les déchets susceptibles de contenir des agents biologiques du groupe 4 mentionnés par l'arrêté du 18 juillet 1994 fixant la liste des agents biologiques pathogènes, des agents transmissibles non conventionnels ou des agents de la peste.

Le pré-traitement par désinfection est interdit sur tout déchet présentant une ou plusieurs des propriétés de dangers HP1 à HP8 et HP10 à HP15 telles que définies dans le règlement UE n°1357/2014 et la décision de la commission du 18 décembre 2014 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du parlement européen et du conseil.

#### Constats :

L'application Trackdéchets donne la liste des déchets entrants sur le site en 2025 par code. Les déchets ayant les codes suivants ont été réceptionnés sur site en 2025 : 16 02 14 (0,092 tonnes), 16 05 06\* (42,644 t) et 18 02 02\* (2,245 t).

Ces déchets sont interdits sur le site.

Les déchets ayant des codes autres que les 3 visés ci-dessus de l'extraction de 2025 de Trackdéchets sont acceptés sur le site.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'acceptation par l'exploitant sur son site des déchets de code 16 02 14, 16 05 06\* et 18 02 02\* n'est pas conforme à l'article 5.1.1.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/12/2021.

L'inspection demande à l'exploitant :

- soit de ne plus accepter ces déchets sur site en mettant en place des mesures correctives adéquates. L'exploitant transmettra à l'inspection sa procédure d'acceptation préalable renforcées sur ce point (cf. Point de contrôle n°6)
- soit en transmettent à monsieur le préfet un dossier de porter à connaissance pour modifier son activité dans le cas où il serait envisagé d'accepter ce type de déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Origine géographique des déchets admissibles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission

#### Prescription contrôlée :

Les déchets proviennent uniquement des régions Hauts-de-France, Ile de France, Normandie ainsi que des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne.

En cas d'une insuffisance des exutoires régionaux au regard du gisement régional des déchets d'activités de soins à risques infectieux, les déchets produits en région Hauts de France sont acceptés en priorité.

#### Constats :

Pour 2025, une extraction de Trackdéchets des déchets entrants donne des provenances non conformes à la prescription :

Département de provenance	N° bordereau	Quantité en tonnes
45	DASRI-20250723-KJ1ME5RXB	0,03
83	DASRI-20250108-J97R7FZGX	?
89	D A S R I - 2 0 2 5 0 5 1 3 - E C G Y 7 C Q F X	0,02
	DASRI-20250513-PEXVTPRD6	0,02
	DASRI-20250725-1YB3Y9JQY	0,01

	DASRI-20250725-4E7FAZPDQ	0,01
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - 4 M D Q R M P R J	0,05
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - 6 D X E D A Z G F	0,02
	DASRI-20250725-8E2Q92RSG	0,01
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - 8 S T Y A A 7 N F	0,02
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - 8 Y D H Q 4 9 H A	0,01
	DASRI-20250725-C91512BYA	0,14
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - C D R F 3 X Y N 3	0,01
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - G 6 V Y Y P 5 M 6	0,01
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - M M A 2 K 5 R E C	0,03
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - S C 1 8 S Q W 2 4	0,01
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - T H B K W J Q 2 Z	0

	DASRI-20250725-VV8NVJPTB	0
	D A S R I - 2 0 2 5 0 7 2 5 - W C X 1 Q 2 7 K 5	0,06
	DASRI-20250725-WRQTJ3PF7	0,02
<b>Total Résultat</b>		<b>0,46</b>

Une provenance de déchets hors zone de chalandise est non conforme à la prescription, peut déstabiliser le marché concurrentiel local et demande une justification du respect des orientations du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) des Hauts de France.

Les autres déchets entrants en 2025 proviennent de la zone de chalandise réglementaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier la provenance des déchets provenant hors de la zone de chalandise prescrite dans l'article 5.1.1.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/12/2021. L'exploitant transmettra à l'inspection sa procédure d'acceptation préalable renforcées sur ce point (cf Point de contrôle n°6).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Acceptation préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(a)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :

[..]Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.

**Constats :**



Les DASRI n'ont pas l'obligation d'avoir un certificat d'acceptation préalable (CAP).

L'exploitant a transmis post inspection la procédure d'acceptation préalable des déchets entrants dans son installation. Cette procédure aboutit à une convention établie entre l'exploitant et son client qui définit notamment :

- la réglementation applicable
- les déchets acceptés sur site
- le conditionnement et le stockage des déchets collectés
- le mode de traçabilité (bordereaux de suivi et étiquettes code barre d'identification pour le registre interne)
- les modes de traitement

**Observation:** compte tenu des non-conformités constatées sur la nature des déchets admissibles (PC4) ainsi que sur l'origine géographique des déchets admissibles (PC5), l'inspection rappelle qu'il est attendu que l'exploitant renforce sa procédure d'acceptation préalable afin de garantir le respect de ces critères d'admission et de prévenir que les situations constatées aux PC4 et PC5 ne se reproduisent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Contrôles d'admission

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission

##### **Prescription contrôlée :**

Tout déchet entrant sur le site doit faire l'objet des vérifications suivantes :

- pour les DASRI, présence d'un bordereau de suivi de déchet ou d'un bon de prise en charge conforme à l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques,
- pour les autres déchets, présence d'un bordereau de suivi de déchet conforme à l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux,
- contrôle visuel de la conformité des emballages à l'arrêté du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques,
- contrôle de la radio-activité à l'aide d'un dispositif de détection automatique.

En cas de détection d'anomalie, l'exploitant refuse le déchet ou fait application des dispositions prévues à l'article 9.1 ci après et prévient sans délai l'émetteur et lui renvoie le bordereau de suivi ou le bon de prise en charge mentionnant les motivations du refus.

Il signale également sans délai ce refus de prise en charge à l'inspection de l'environnement spécialité installations classées en lui adressant copie du bordereau de suivi ou du bon de prise en charge retourné à l'émetteur.

La gestion des déchets refusés fait l'objet de procédures écrites.

##### **Constats :**

Tout déchet dangereux et non dangereux entrant sur le site fait l'objet d'un bordereau dématérialisé repris dans Trackdéchets et d'une étiquette code barre pour le suivi dans le registre interne de l'exploitant.

<p>L'exploitant a transmis post inspection les procédures de gestion des dysfonctionnements (intégrant un contrôle visuel des emballages, un contrôle des quantités, de la prise en charge par Cosmolys) et d'utilisation du radiamètre (pour le contrôle de la radioactivité).</p> <p>La procédure de dysfonctionnement souligne bien qu'en cas de refus, l'émetteur est prévenu. L'Inspection est également prévenue en cas de refus par courriel (9 signalements de refus depuis 2023).</p> <p>La procédure de dysfonctionnement souligne un contrôle de la radioactivité, la procédure d'utilisation du radiamètre constitue le mode d'emploi de l'appareil de détection à destination du personnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Refus de déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'admission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>En cas de détection d'anomalie, l'exploitant refuse le déchet ou fait application des dispositions prévues à l'article 9.1 ci après et prévient sans délai l'émetteur et lui renvoie le bordereau de suivi ou le bon de prise en charge mentionnant les motivations du refus.</p> <p>Il signale également sans délai ce refus de prise en charge à l'inspection de l'environnement spécialité installations classées en lui adressant copie du bordereau de suivi ou du bon de prise en charge retourné à l'émetteur.</p> <p>La gestion des déchets refusés fait l'objet de procédures écrites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure de dysfonctionnement indique qu'en cas de détection d'anomalie non corrigable sur site, le déchet est refusé. Un bordereau correspondant au refus, indiquant le motif du refus, est émis.</p> <p>Lors de la gestion des événements indésirables selon cette procédure, l'émetteur est prévenu en cas de détection d'anomalie.</p> <p>Cette procédure intègre également une analyse du dysfonctionnement et la mise en place de corrections si nécessaire.</p> <p>L'inspection est également prévenue des refus de prise en charge par courriel automatique de Trackdéchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Entreposage des déchets entrants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 5.1.1.5.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets entrants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différentes aires doivent être distinctes. Elles sont aménagées de façon à récupérer toute fuite</p>

éventuelle et faire l'objet d'une identification précise.

Si les DASRI ne sont pas introduits directement dans les installations de pré-traitement par désinfection dès leur arrivée, ceux ci sont stockés sur une aire d'entreposage conforme aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et notamment :

- ils sont réservés à l'entreposage des déchets et peuvent servir, le cas échéant, à l'entreposage des produits souillés ou contaminés. Une inscription mentionnant leur usage est apposée de manière apparente sur la porte. Leur surface est adaptée à la quantité de déchets et produits à entreposer ;
- ils ne peuvent recevoir que des déchets préalablement emballés. Les emballages non autorisés pour le transport sur la voie publique au titre de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié susvisé doivent être placés dans des grands récipients pour vrac, étanches et facilement lavables. La distinction entre les emballages contenant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et les emballages contenant d'autres types de déchets doit être évidente ;
- ils sont implantés, construits, aménagés et exploités dans des conditions offrant une sécurité optimale contre les risques de dégradation et de vol ;
- ils sont correctement ventilés et éclairés et permettent une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur ;
- ils sont munis de dispositifs appropriés pour prévenir la pénétration des animaux ;
- le sol et les parois de ces locaux sont lavables ;
- ils font l'objet d'un nettoyage régulier et chaque fois que cela est nécessaire et à minima une fois par semaine.

Le stockage de déchets en attente de pré-traitement par désinfection est limité à une quantité de 22 tonnes.

L'implantation des appareils de pré-traitement est conçue de manière à pouvoir effectuer le nettoyage de l'appareil. La zone d'implantation fait l'objet d'un nettoyage régulier et chaque fois que cela est nécessaire.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que les aires de stockage des déchets entrants sont distinctes selon le type et le traitement du déchet : DASRI pour traitement sur site, déchets en transit.

Les DASRI ne sont pas introduits directement dans les installations de pré-traitement par désinfection dès leur arrivée.

Il sont stockés sur une aire réservée.

L'aire n'accueille que des déchets emballés. S'il est non ou mal emballé, le déchet est refusé : cela fait partie de la procédure de dysfonctionnement.

Le stockage des DASRI en attente est dans un bâtiment couvert correctement ventilé.

Le sol et les parois sont imperméables et lavables. Le sol fait l'objet d'une procédure spécifique de lavage. Le nettoyage est réalisé 3 fois par semaine avec une laveuse.

Les appareils de pré-traitement font l'objet d'une procédure de maintenance (nettoyage complet au moins une fois par semaine).

**Type de suites proposées :** Sans suite